

## **« Pacte de responsabilité » : Hollande déclare la guerre aux travailleurs/ses Quelles réponses politiques ?**

En guise de vœux le 31 décembre, Hollande a déclaré la guerre aux travailleurs/ses. Son « *pacte de responsabilité* » est une reprise du « *pacte de confiance* » proposée par Gattaz (le président du Medef) en novembre dernier. C'est aussi la copie conforme de ce que propose l'UMP, qui n'a pu qu'approuver l'annonce de Hollande. Woerth a ainsi reconnu : « *c'est notre politique ! Cela correspond au programme de Nicolas Sarkozy* ». L'UMP et le PS sont bel et bien les deux faces d'une même pièce.

**Le programme commun des dirigeants bourgeois est limpide : baisser le « coût du travail »**, c'est-à-dire baisser nos salaires, plus précisément la partie socialisée de notre salaire, celle qui finance notre protection sociale. La logique de « donnant-donnant » ne trompe personne : personne ne contraindra les patrons à embaucher. Ils embaucheront si cela correspond à leur intérêt, et non pas en fonction d'un « intérêt général » qui, dans une société divisée en classes, n'existe pas.

Anticipant la déclaration de Hollande, Ayrault avait saisi le « Haut Conseil du financement de la protection sociale » pour que celui-ci engage une réflexion sur une « *réduction des prélèvements sociaux pesant sur le coût et les revenus du travail* », l'objectif recherché étant de « *poursuivre l'effort pour faire moins reposer sur le travail le financement de certaines prestations à vocation universelle* ». **Dans la ligne du viseur : les cotisations patronales (36 milliards) finançant les allocations familiales.** Celles-ci étant « universelles », elles auraient vocation à être financées par les impôts (payés principalement par les travailleurs/ses) plutôt que par les patrons. C'est avec ce raisonnement « universaliste » que Hollande s'apprête à faire un immense cadeau au patronat au mois de mai prochain. Il a d'ailleurs déjà commencé le travail en allégeant les cotisations patronales finançant les allocations familiales lors de la réforme des retraites de l'automne dernier.

En outre, Hollande veut « simplifier » les taxes sur les profits dans le cadre du « choc de simplification ». Cazeneuve, ministre du budget, a fait savoir le 4 janvier qu'il allait **supprimer une partie des 150 taxes pesant sur les entreprises** (au nom de leur trop faible « rendement »).

**La déclaration de Hollande marque un tournant dans le quinquennat.** Jusqu'à présent, il minaudait, essayait de tromper son monde avec quelques mesures symboliques, même si ses principales réformes servaient les intérêts du patronat : l'ANI (accord national interprofessionnel pour flexibiliser le marché du travail), la contre-réforme des retraites, les cadeaux aux « pigeons » (avec une fiscalité allégée sur les plus-value) et surtout le crédit d'impôts aux entreprises (10 milliards en 2014, 20 milliards à terme). Désormais, Hollande affiche sa volonté de passer à la vitesse supérieure : il voudrait être le « Schröder » français, c'est-à-dire celui qui va mener une offensive historique contre les travailleurs/ses, comme le « social-démocrate » Schröder l'a fait en Allemagne au début des années 2000. C'est pour cela aussi qu'il envisage de faire passer son attaque par la voie des ordonnances, c'est-à-dire à marche forcée, sans même un semblant de débat parlementaire. Par cette voie autoritaire typique des mécanismes antidémocratiques de la Ve République, il espère accélérer le rythme des contre-réformes, mais aussi acquérir enfin l'étoffe d'un soi-disant « homme d'État »... au moment où il bat tous les records d'impopularité !

**D'une certaine façon, Hollande n'a pas le choix.** La perte de compétitivité de l'économie française est flagrante. Comme l'a mis en avant l'INSEE le 24 décembre (petit cadeau de Noël à Hollande ?), le taux de marge des entreprises est au plus bas depuis 1985. Alors que les autres pays européens ont mené des attaques terribles contre les travailleurs/ses, la France est « en retard ». PS ou UMP, Sarkozy ou Hollande, les valets du capitalisme ont une marge de manœuvre réduite au minimum : la violence de la crise et la logique du système capitaliste dictent la politique qu'ils doivent mener. Pour essayer de sortir de la crise, relancer l'accumulation du capital, ils doivent

baisser nos salaires et augmenter les profits.

**Dans le cadre du système capitaliste, il n'y a pas d'autre politique possible.** L'alternative antilibérale préconisée par les réformistes (Front de gauche en tête) est une fumisterie complète. Aucune relance « keynésienne » (par la hausse des salaires et des dépenses publiques) ne peut nous sortir de la crise. Au contraire, elle aggraverait la crise de rentabilité du capital et déboucherait très rapidement (encore bien plus vite qu'en 1981) sur une austérité accrue.

**La seule alternative est la rupture avec le capitalisme et ses institutions,** la réorganisation globale de l'économie pour interdire les licenciements, donner du travail à tou-te-s et satisfaire les besoins sociaux.... Cela ne peut passer que par le contrôle collectif des grands moyens de production par les travailleurs/ses et les usagers/ères, donc l'expropriation des capitalistes. Sous peine de se plier aux exigences de la concurrence capitaliste, cela nécessite aussi le contrôle strict des échanges extérieurs, l'utilisation d'une nouvelle monnaie, la rupture avec l'UE capitaliste.

Les divergences politiques avec les réformistes sont donc profondes et c'est pour cela que le NPA doit défendre son programme en toute indépendance, notamment aux élections. Cependant, face à l'attaque majeure que Hollande et le patronat viennent d'annoncer, **l'urgence est de constituer un front commun de toutes les organisations syndicales et politiques qui entendent défendre les intérêts des travailleurs/ses, en l'occurrence la Sécurité sociale et les dépenses publiques utiles à la population.** Après l'Accord national interprofessionnel et la contre-réforme des retraites, l'urgence est de tirer les leçons des défaites, d'engager enfin une réelle mobilisation de notre classe pour défendre ce qu'il reste de nos acquis. C'est pourquoi il est crucial que les directions syndicales refusent cette fois de se prêter au jeu piégé du prétendu « dialogue social », qui sert uniquement à cautionner les attaques patronales. Mais elles ne feront pas d'elles-mêmes. Pour cela, nous devons faire pression, à tous les niveaux, pour que nos structures syndicales, à tous les niveaux, prennent clairement position contre les attaques de Hollande, informent les travailleurs/ses de ce qui se trame et préparent une gigantesque mobilisation pour les mettre en échec. Et il faut que, sans attendre, les anticapitalistes, toutes et tous les militant-e-s lutte de classe, unissent leurs efforts pour aider les travailleurs/es à s'informer, à s'organiser et à entrer en lutte sur les lieux de travail.

**Gaston Lefranc**